

COUR SUPÉRIEURE

(ACTION COLLECTIVE)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No : 500-06-001042-205

DATE : Le 20 octobre 2020

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE SYLVAIN LUSSIER, J.C.S

**ORGANISME POUR L'ACTION COLLECTIVE POUR LA PROTECTION
DES BERGES DU SAINT-LAURENT CONTRE LE BATILLAGE DANS LES
MUNICIPALITÉS DE VARENNESS, VERCHÈRES ET CONTRECOEUR INC.**

Demanderesse

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

Et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Et

MUNICIPALITÉ DE VARENNES

Et

MUNICIPALITÉ DE VERCHÈRES

Et

MUNICIPALITÉ DE CONTRECOEUR

Et

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MARGUERITE D'YOUVILLE

Et

ANGÉLIQUE BEAUCHEMIN

Mis en cause

JUGEMENT

(sur la demande du procureur général du Canada pour déposer une preuve appropriée et interroger un représentant de la demanderesse)

APERÇU

- [1] La demanderesse « Organisme pour l'action collective pour la protection des berges du Saint-Laurent » est constituée par cinq membres qui sont propriétaires ou liés à un propriétaire d'un terrain riverain du fleuve Saint-Laurent ¹ dans les municipalités de Varennes, Verchères ou Contrecoeur et dont les propriétés souffrent ou risquent de souffrir de l'érosion causée par le batillage provenant des bateaux circulant dans la voie maritime du Fleuve dans les municipalités de Varennes, Verchères et Contrecoeur.

- [2] Monsieur François Armanville, l'un des membres de la demanderesse, a été désigné par le conseil d'administration de celle-ci comme étant le membre du Groupe pour le compte duquel la demanderesse entend exercer une action collective conformément à l'article 571, 3^e alinéa, C.p.c..

- [3] Le 27 janvier 2020, la demanderesse dépose une demande d'autorisation d'exercer une action collective devant la Cour supérieure du Québec pour le compte des propriétaires des terrains situés sur le bord du Fleuve et à une distance de 609,60 mètres ou moins du centre du chenal maritime du Fleuve dans les municipalités de Varennes, Verchères et Contrecoeur, y compris les terrains riverains situés sur des îles, dont le Groupe se décrit comme suit :

« Toute personne physique ou morale, propriétaire d'un terrain situé sur le bord du fleuve Saint-Laurent et à une distance de 609.60 mètres (2 000 pieds) ou moins du centre du chenal maritime du fleuve Saint-Laurent dans les municipalités suivantes : Varennes, Verchères et Contrecoeur, y compris les terrains riverains situés sur des îles.

¹ Le « Fleuve ».

À l'exception des personnes suivantes :

Les personnes dont les terrains sont protégés contre l'érosion causée par les vagues provoquées par la navigation dans le chenal maritime, par un ouvrage toujours fonctionnel, en bon état et ne nécessitant de travaux ni au moment du dépôt des procédures ni au moment où le jugement à être rendu sur le fond deviendra exécutoire;

Les personnes dont les terrains ne sont pas protégés contre l'érosion par des ouvrages de protection et qui ne montrent aucun signe d'érosion ni au moment du dépôt des procédures ni au moment où le jugement à être rendu sur le fond en l'instance deviendra exécutoire;

Les personnes qui, eux-mêmes ou par leurs auteurs, ont assumé dans un ou plusieurs écrits publiés contre leur immeuble riverain au Bureau de la publicité des droits, la propriété et l'entretien de l'ouvrage de protection érigé par le gouvernement fédéral en front de leur terrain riverain. »

- [4] La demande a été modifiée le 22 septembre, avec la permission du tribunal, pour ajouter à la réclamation des dépenses qui auraient été encourues par les membres du Groupe depuis la signification de la demande d'autorisation.
- [5] En résumé, la demande se fonde sur le fait que le gouvernement du Canada a fait creuser dans le Fleuve un chenal maritime qui permet à la navigation commerciale de circuler aisément entre l'océan Atlantique et les Grands Lacs. Ayant reconnu qu'en certains secteurs plus étroits ou plus fragiles du Fleuve, la navigation commerciale avait pour effet d'accroître gravement l'érosion des berges, au fil des ans, le gouvernement du Canada a fait de nombreuses interventions destinées à protéger certaines des propriétés riveraines les plus affectées.
- [6] Selon la demande, au cours des années 50, 60 et 70 notamment, le gouvernement du Canada reconnaissait sa responsabilité à l'égard de la protection des rives soumises au batillage résultant de la navigation dans le chenal maritime et assumait 100% du coût des ouvrages de protection auxquels il participait lorsqu'il constatait que l'érosion des berges était attribuable au moins en partie à la navigation dans le chenal.
- [7] À compter de 1976, le gouvernement du Canada a commencé à se désengager de la protection des berges. En 1997, le gouvernement du Canada annonçait qu'il

mettait fin à son programme de protection des rives, remettant dorénavant cette responsabilité aux seuls propriétaires riverains.

- [8] Toujours selon la demande, les membres du Groupe sont progressivement devenus victimes d'une aggravation dramatique de l'érosion de leurs berges causée par la navigation. Cette aggravation serait principalement due à l'action des vagues provenant des bateaux qui circulent dans le chenal approfondi et élargi par le gouvernement du Canada, ainsi que par l'action amplifiée des glaces dont la configuration et les mouvements naturels ont été modifiés par les travaux du gouvernement du Canada et par l'action des brise-glaces et autres navires qui y circulent durant tout l'hiver.
- [9] La demanderesse soutient que le gouvernement du Canada est responsable des inconvénients subis par les membres du groupe à titre de voisin, conformément aux dispositions de l'article 976 C.c.Q. :

976. Les voisins doivent accepter les inconvénients normaux du voisinage qui n'excèdent pas les limites de la tolérance qu'ils se doivent, suivant la nature ou la situation de leurs fonds, ou suivant les usages locaux.

- [10] Le procureur général du Canada demande la permission de produire une preuve préalablement à l'audition de la demande d'autorisation de l'action collective ainsi que la permission d'interroger un représentant de la demanderesse.

QUESTIONS EN LITIGE

[11] Y a-t-il lieu d'autoriser le dépôt d'une preuve appropriée?

[12] Y a-t-il lieu de permettre l'interrogatoire d'un représentant de la demanderesse?

ANALYSE

A. Principes généraux

- [13] Les principes applicables au dépôt d'une preuve appropriée pré-autorisation et de l'interrogatoire d'un membre ont été résumés récemment par la juge Suzanne

*Courchesne dans l'affaire Option Consommateurs c. Samsung Electronics Canada inc*² :

- le juge dispose d'un pouvoir discrétionnaire afin d'autoriser une preuve pertinente et appropriée ainsi que la tenue d'un interrogatoire du représentant, dans le cadre du processus d'autorisation;
- un interrogatoire n'est approprié que s'il est pertinent et utile à la vérification des critères de l'article 575 C.p.c. ;
- l'interrogatoire doit respecter les principes de la conduite raisonnable et de la proportionnalité posés aux articles 18 et 19 C.p.c.;
- la vérification de la véracité des allégations de la demande relève du fond;
- le tribunal doit analyser la demande soumise à la lumière des enseignements récents de la Cour suprême et de la Cour d'appel sur l'autorisation des actions collectives et qui favorisent une interprétation et une application libérales des critères d'autorisation;
- à ce stade, la finalité de la demande se limite au seuil fixé par la Cour suprême, soit la démonstration d'une cause défendable ; le tribunal doit se garder d'autoriser une preuve qui inclut davantage que ce qui est strictement nécessaire pour atteindre ce seuil;
- le tribunal doit se demander si la preuve requise l'aidera à déterminer si les critères d'autorisation sont respectés ou si elle permettra plutôt de déterminer si le recours est fondé ; dans cette dernière hypothèse, la preuve n'est pas recevable à ce stade ;
- la prudence est de mise dans l'analyse d'une demande de permission de produire une preuve appropriée ; il s'agit de choisir une voie mitoyenne entre la rigidité et la permissivité ;
- il doit être démontré que l'interrogatoire est approprié et pertinent dans les circonstances spécifiques et les faits propres du dossier, notamment en regard des allégations et du contenu de la demande d'autorisation;
- le fardeau de convaincre le tribunal de l'utilité et du caractère approprié de la preuve repose sur la partie qui la demande. (Références omises)

- [14] À cet effet, il peut être utile d'autoriser une preuve qui permet de comprendre la nature des opérations de la partie défenderesse.³
- [15] Il est également opportun, dans certains dossiers, de permettre une preuve qui établit le cadre réglementaire régissant la situation à l'étude⁴.

B. Dépôt d'une preuve appropriée

- [16] Le procureur général demande la permission de produire les pièces suivantes:

² 2017 QCCS 1751, au paragr.11.

³ *Gagné c. Rail World*, 2014 QCCS 32, paragr. 67, 137 et 162.

⁴ *Gagné c. Rail World*, 2014 QCCS 32, paragr. 182 et suivants.

- PGC-1 : En liasse, photographies prises le 16 septembre 2020 des berges des propriétés riveraines en cause dans la présente demande par la Garde côtière canadienne à bord d'un hydroglisseur de la Garde côtière canadienne;
- PGC-2 : Carte marine du St-Laurent #1311 publiée par le Service hydrographique du Canada couvrant les 3 municipalités en cause dans la présente demande; s'y rajoute la carte #1310, pièce PGC-15;
- PGC-3 : Photographie aérienne du Lot 946 (propriétaires : Marc Guay & Micheline Sauvageau) réalisé par les Services géomatiques immobiliers, ministère de Services publics et Approvisionnement Canada, Septembre 2020;
- PGC-4 : Photographie aérienne du Lot 4 815 014 (propriétaires : Christianne Lebrun & Denis Michaud) réalisé par les Services géomatiques immobiliers, ministère de Services publics et Approvisionnement Canada, Septembre 2020;
- PGC-5 : Photographie aérienne des Lots 5 217 112, 5 217 113, et 5 217 114 (propriétaires : Angélique Beauchemin & François Armanville) réalisé par les Services géomatiques immobiliers, ministère de Services publics et Approvisionnement Canada, Septembre 2020;
- PGC-6 : Photographie aérienne du Lot 4 814 858 (propriétaire : John Masserey) réalisé par les Services géomatiques immobiliers, ministère de Services publics et Approvisionnement Canada, Septembre 2020;
- PGC-7 : En liasse, Documents concernant l'établissement et la fin, en 1997, de l'attribution de sommes au financement d'ouvrages destinés à la protection des rives;
- PGC-8 : Copie de la *Loi des subsides no 5 de 1961*;
- PGC-9 : Copie de la requête de propriétaires riverains et du maire de Verchères au Ministre des Travaux Publics du 12 novembre 1958;
- PGC-10 : Copie d'une résolution de la Corporation de la Paroisse St-François-Xavier de Verchères du 14 août 1959 et réponse du Ministère des Travaux publics le 11 septembre 1959, pièce P-21 produite par les demandeurs
- PGC-11 : Copie de l'extrait du procès-verbal d'une assemblée du Conseil municipal du Comte de Verchères du 14 décembre 1960 incluant le Projet de Requête du Préfet, des élus et des maires des paroisses environnantes à être transmise au Ministre des Travaux Publics, adopte par le Conseil municipal du Comte de Verchères le 14 décembre 1960;
- PGC-12 : Copie des échanges de correspondance entre Monsieur Stéphane Bergeron, député fédéral de Verchères-Les Patriotes et l'Honorable Herb Dhaliwal en liasse, Pétition 362-0256 datée du 24 novembre 1999 et copie du Hansard du 24 novembre 1999;
- PGC-13 : Pétition déposée par le député Luc Malo le 12 février 2007;
- PGC-14 : Pétition du 14 novembre 2007.

[17] Le procureur général soutient que la preuve qu'il demande de déposer est utile et nécessaire, simple, non controversée et obéit aux principes de proportionnalité.

- [18] La pièce PGC-1, présentée comme étant « quelques photos », est en réalité composée de 700 photos des berges du Fleuve entre Varennes et Contrecoeur prises à partir d'un aéroglisseur. Il s'agirait d'un échantillon assez exhaustif de la vue, du Fleuve, des propriétés en cause dans le présent dossier.
- [19] Le procureur général veut illustrer la différence des situations entre les différents riverains, pour nier le caractère commun des questions à traiter, critère établi par le premier paragraphe de l'article 575 C.p.c.
- [20] Me Giard, représentant la Ville de Varennes, fait remarquer qu'il n'y a pas de photos de propriétés situées sur la rive gauche du Fleuve, à savoir des propriétés situées sur les îles comme l'île Ste-Thérèse.
- [21] En soi, le nombre de photos fait échec à l'argument du respect de la proportionnalité⁵.
- [22] Même avec des « morceaux choisis », le tribunal estime que cette preuve n'est pas utile à l'étape de l'autorisation.
- [23] Dans l'arrêt *Vivendi c Dell'Aniello*⁶, la Cour suprême a jugé :

[46] Les arrêts Dutton et Rumley établissent donc le principe selon lequel une question sera considérée comme commune si elle permet de faire progresser le règlement de la réclamation de chacun des membres du groupe. En conséquence, la question commune peut exiger des réponses nuancées et diverses selon la situation de chaque membre. Le critère de la communauté de questions n'exige pas une réponse identique pour tous les membres du groupe, ni même que la réponse bénéficie dans la même mesure à chacun d'entre eux. Il suffit que la réponse à la question ne crée pas de conflits d'intérêts entre les membres du groupe.

...

[59] Bref, il est permis de conclure que les questions communes n'appellent pas nécessairement des réponses communes. Au stade de l'autorisation, la procédure civile québécoise retient une conception souple du critère de la communauté de questions. En conséquence, le critère de l'al. 1003a) peut être respecté même si des réponses nuancées doivent être apportées, pour les divers membres du groupe, aux questions communes soulevées par le recours collectif.

...

[75] En l'espèce, la principale question que soulève la requête en autorisation d'exercer un recours collectif présentée par l'intimé est la validité ou la légalité des modifications apportées au Régime en 2009. Ces modifications ont eu pour effet de réduire, à compter du 1^{er} janvier 2009, certains avantages promis

⁵ *Campeau c. Procureur général du Canada*, 2020 QCCS 3162, paragr. 18.

⁶ 2004 CSC 1.

aux retraités et aux conjoints survivants. Comme les réclamations de chacun des membres du groupe sont basées sur le Régime, la question de la validité ou de la légalité des modifications de 2009 se pose à l'égard de tous les membres du groupe. La réponse à cette question permettra de faire progresser le règlement de l'ensemble des réclamations. Ces divers éléments indiquent donc la présence d'une question commune.

- [24] En l'espèce, la question commune est celle de la responsabilité du gouvernement du Canada qui pourrait découler de l'exercice du contrôle de la navigation et de la gestion de la voie maritime du St-Laurent, à titre de voisin ou autrement. Ce point est concédé par le procureur général au paragraphe 13 de sa demande.
- [25] Que les conséquences qui en découlent puissent différer d'un riverain à l'autre ne règle en rien cette première question et relève, le cas échéant, de la troisième étape de l'action collective, soit celle des réclamations individuelles.
- [26] L'existence de cette question apparaît à ce stade-ci suffisante pour répondre au critère de l'article 575 (1) C.p.c., quitte à en débattre à l'autorisation.
- [27] Il n'apparaît pas approprié de permettre à cette étape-ci le dépôt de la pièce PGC-1.
- [28] Il en ira de même des pièces PGC-3 à PGC-6 qui concernent des photos aériennes de propriétés riveraines.
- [29] Le dépôt de la pièce PGC-2, une carte maritime de la région où résident les membres du Groupe, sera permis. Cette carte permet de comprendre où sont situées l'ensemble des propriétés affectées. Cette preuve permet d'apprécier le litige dans son contexte.
- [30] Le tribunal permet également le dépôt de la pièce PGC-15, une autre carte maritime qui complète la première.
- [31] Les pièces PGC-7 à PGC-14 visent à expliquer ou mettre en contexte la décision du Parlement du Canada de réduire le financement de la Garde côtière canadienne qui a entraîné la fin, en 1997, de l'attribution de sommes au financement d'ouvrages destinés à la protection des rives qui permettraient notamment de financer des ouvrages de protection.
- [32] Le procureur général entend plaider l'immunité de la couronne pour les décisions prises à cet égard.

[33] L'avocat de la demanderesse s'y oppose en soutenant que la défense d'immunité ne peut être opposée à une demande basée sur la responsabilité sans faute pour troubles de voisinage, comme la sienne.

[34] Dans l'affaire *Maltais*, fondée sur les troubles causés par l'exploitation de l'Autoroute Laurentienne dans la région de Québec, tant la Cour supérieure⁷ que la Cour d'appel⁸ ont statué que le statut de propriétaire n'était pas nécessaire à la création d'une obligation de bon voisinage mais que la défense d'immunité de l'État s'appliquait à la responsabilité ainsi créée :

[5] La Cour supérieure, dans un jugement étoffé, reconnaît qu'il existe un rapport de voisinage entre le MTQ et les membres du groupe et que les inconvénients subis par certains résidents dépassent les limites de la tolérance que se doivent les voisins. Elle rejette néanmoins l'action collective en se fondant sur la règle de l'immunité relative de l'État qui protège ce dernier contre les poursuites en responsabilité civile découlant de décisions de politique générale⁹.

[87] Dans la mesure où l'article 976 C.c.Q. exige qu'il y ait un comportement (un acte ou une omission) à la source des inconvénients et que celui-ci soit lié à l'exercice du droit de propriété, la reconnaissance de la règle de l'immunité relative de l'État ne crée aucun problème de cohérence. Il s'agit de décider si l'acte ou l'omission de l'État s'inscrit dans une politique générale fondamentale.

[35] Dans notre dossier, la question de l'immunité de l'État est éminemment pertinente.

[36] La Cour d'appel avait également jugé, dans le cadre de cette affaire¹⁰, que la question de l'immunité devait cependant être plaidée au fond plutôt qu'à l'autorisation :

[34] Malgré la déférence que notre Cour doit avoir à l'égard de l'appréciation du juge de première instance en matière d'autorisation de recours collectif, j'estime, dans le présent cas, que le juge s'est montré trop exigeant lors de l'analyse du critère portant sur l'apparence de droit en faisant primer de manière prématurée un moyen de défense (l'immunité de l'État) à l'encontre d'allégations de la requête qui devaient à ce stade être tenues pour avérés.

⁷ *Maltais c. Procureure générale du Québec*, 2018 QCCS 527.

⁸ *Maltais c. Procureure générale du Québec*, 2020 QCCA 715.

⁹ Voir également *Ville de Salaberry de Valleyfield c. Procureur général du Québec*, 2020 QCCA 1269, paragr. 11.

¹⁰ *Carrier c. Québec (procureur général)*, 2011 QCCA 1231.

- [37] Une approche similaire a été retenue dans l'affaire *Sarrazin*¹¹. La question de l'immunité y a été déferée au fond, tout en devant faire l'objet d'une détermination initiale, l'audition ayant été scindée.
- [38] Ceci dit, il est prématuré d'empêcher le procureur général de faire valoir ses arguments à cet égard, quitte à déférer le tout à l'audition au fond, une fois cette preuve et les arguments dûment considérés. Il est trop tôt pour statuer que les arguments de droit seront insuffisants pour faire échec à la demande d'autorisation.
- [39] Le tribunal juge qu'il est utile d'avoir de la preuve relative à la question d'immunité, dans le contexte de l'appréciation du critère de l'article 575 (2) C.p.c. Il est trop tôt pour apprécier la pertinence de ces documents. Il est donc plus prudent d'en accepter le dépôt, quitte à les trouver insuffisants ou non pertinents au moment de l'audition sur autorisation.
- [40] Le tribunal permet donc le dépôt des pièces PGC-7 et PGC-9 à PGC-14.
- [41] Quant à la pièce PGC-8, il s'agit d'extraits de *Loi des subsides no 5 de 1961*¹².
- [42] Le procureur général n'a pas besoin de la permission de la cour pour plaider les lois du Canada. Le tribunal en a connaissance d'office aux termes des articles 2806 et 2807 du *Code civil du Québec*.

C. l'interrogatoire d'un représentant de la demanderesse

- [43] Le procureur général désire interroger le représentant de la demanderesse sur les immeubles en cause et sur les prétentions de la demanderesse voulant que le procureur général du Canada en serait propriétaire, sur les sujets suivants :
- a. Sur les ouvrages de protection en cause soit notamment, leur nombre, localisation, et leur état de dégradation;
 - b. Sur le nombre et la nature des propriétés visées;
 - c. Sur les membres du groupe qui ont effectué des travaux sur les murs de protection sur leur propriété;

¹¹ *Sarrazin c. Canada (procureur général)*, 2016 QCCS 2458; *Procureur général du Canada c. Sarrazin*, 2018 QCCA 1077.

¹² L.C. 1960-61, c. 64.

- [44] Dans la mesure où la demanderesse allègue que plus d'un ouvrage de protection est affecté, il lui apparaît essentiel que le tribunal puisse avoir en main plus d'information sur les ouvrages de protection concernés soit notamment, leur nombre, localisation, et leur état de dégradation, afin de compléter les informations disponibles publiquement.
- [45] Le procureur général demande également la permission d'interroger le représentant proposé de la demanderesse sur les sujets suivants :
- a. Sur les démarches entreprises afin d'identifier et de contacter d'autres membres du groupe;
 - b. Sur les membres du groupe dont la propriété ne sont pas protégés par un ouvrage de protection;
- [46] Le syllogisme par lequel la demanderesse tente d'établir son droit d'action, basé sur la situation personnelle de monsieur François Armanville, est bien décrit aux paragraphes 5 à 9, 22 et 25 à 30 de la demande d'autorisation.
- [47] Les questions que le procureur général entend poser à François Armanville ne visent pas à vérifier si son droit d'action personnel, nécessaire au succès de l'action collective¹³, apparaît avoir une chance raisonnable de succès.
- [48] Les questions portent plutôt sur la situation propre à d'autres membres du Groupe :
- Nombre, localisation et état de dégradation de leurs ouvrages de protection;
 - Nombre et nature des propriétés visées;
 - Membres du groupe qui ont effectué des travaux sur les murs de protection sur leur propriété.
- [49] Les paragraphes 22, 29, 32, 33, 34, 37, 39 et 40, qui doivent être tenus pour avérés, font état de l'existence d'un nombre important de propriétés qui pourraient être visées par l'action collective :
- [32] De nombreux ouvrages situés dans les municipalités de Varennes, Verchères et Contrecoeur sont également dans une situation de dégradation et nécessitent un remplacement à courte échéance en raison de la même cause, soit le batillage en provenance du chenal maritime.

¹³ *Sofio c. Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM)*, 2015 QCCA 1820, paragr. 11.

[33] Certains membres du Groupe que la demanderesse entend représenter se sont plaints au défendeur de l'atteinte portée à leur propriété privée par l'érosion des berges attribuable au passage de la navigation commerciale dans le chenal maritime.

[34] Ainsi par exemple, en 2008 les propriétaires dont les propriétés se trouvaient derrière l'ouvrage de protection de 545 mètres de long dont il a été question plus haut aux paragraphes 22 et suivants, ont fait parvenir aux autorités fédérales un avis formel dénonçant la situation tel qu'il appert d'une copie dudit avis transmis aux autorités fédérales, pièce P-6

[37] Les conclusions des rapports P-7 et P-8 sont transposables à l'ensemble du secteur Varennes, Verchères et Contrecoeur en raison de la similitude des conditions du chenal et des rives.

[39] Le 8 juillet 2017, les propriétaires de terrains en front du fleuve situés notamment dans les municipalités de Varennes, Verchères et Contrecoeur se sont plaints de leur situation préoccupante au ministre des transports, l'honorable Marc Garneau, tel qu'il appert de ladite lettre dont copie est produite comme pièce P-10.

[40] Un comité bona fide formé par des propriétaires riverains pour la protection des berges du fleuve Saint-Laurent et dont font partie les membres du conseil d'administration de la demanderesse ont lancé une pétition en ligne en date du 16 janvier 2019, laquelle pétition a recueilli l'adhésion de plus de 2,000 personnes a été déposée par le député Xavier Barsalou-Duval à la chambre des Communes,...

- [50] Les raisons de la création de la demanderesse et les informations qu'elle a colligées semblent établir qu'elle remplit les critères de l'article 575 (4) C.p.c.
- [51] Les questions proposées n'apparaissent pas susceptibles de mettre en doute cette capacité ni d'établir un conflit qui la disqualifierait.
- [52] Les paragraphes ci-haut mentionnés répondent, pour les fins de l'autorisation, à la demande visant à connaître « les démarches entreprises afin d'identifier et de contacter d'autres membres du groupe ».
- [53] Le tribunal n'est pas convaincu qu'il est utile, à ce stade-ci, d'interroger le représentant sur les membres du Groupe dont la propriété n'est pas protégée.
- [54] Le tribunal fait siens les propos tenus par le juge Gary D.D. Morrison dans l'affaire *Levantakis* :

[32] The Court is of the view that Amazon seeks to make proof in relation to the merits of the proposed class action, and not as regards the authorization phase.

[33] The Amazon demand is, with respect, overkill. An applicant's personal knowledge of the damages in such cases, and the manner to calculate same, is generally not a matter of personal knowledge. Rather, often it requires the opinion of experts.

[34] In a case of this nature, even if Applicant were to admit that he personally was unable to calculate damages resulting from anti-competitive conduct, it would not lead to the conclusion that the authorization demand should be refused on that basis.

[35] Moreover, Applicant's pre-application activity and verifications appear to have no relevance to the authorization process in the present case. The Court of Appeal has on numerous occasions made the point that the threshold for qualifying as a representative is very low indeed. In the present case, there is no hint or suggestion of any conflict or other viable reason to examine Applicant in this regard.¹⁴

[55] Le tribunal ne permet pas l'interrogatoire du représentant de la demanderesse.

CONCLUSIONS

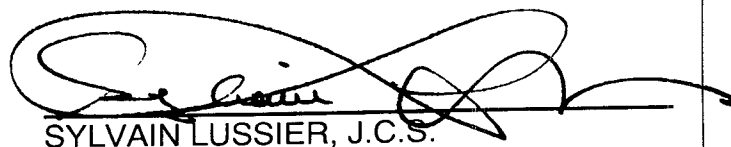
POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[56] **ACCUEILLE** en partie la demande du procureur général du Canada pour déposer une preuve appropriée et interroger un représentant de la demanderesse.

[57] **PERMET** le dépôt en preuve des pièces PGC-2, PGC-7 et PGC-9 à PGC-15.

[58] **REJETTE** la demande pour interroger un représentant de la demanderesse.

[59] **LE TOUT**, frais à suivre.



SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.

¹⁴ *Levantakis c. Amazon.com inc.*, 2020 QCCS 289; voir aussi *Ehouzou c. Manufacturers Life Insurance Company*, 2018 QCCS 4908, paragr. 28 et suivants.

Me Olivier Laurendeau
Me Laura Courtemanche
Laurendeau, Rasic s.e.n.c.
Avocats de la demanderesse Organisme pour l'action collective pour la protection des
berges du Saint-Laurent

Me Jean-Robert Noiseux
Me Michel Miller
Ministère de la Justice du Canada, pour le procureur général du Canada

Me Nathalie Fiset
BERNARD ROY (Justice Québec)
Avocats du Procureur général du Québec

Me Marc Giard
Pour la Ville de Varennes

Date d'audience : 22 septembre 2020.